



## République Centrafricaine - Mandat du groupe de travail pays pour le partenariat avec la République Centrafricaine

Adopté par courrier électronique le 24 mars 2022

**EB.2022.04**

Considérant :

1. Le Cadre national d'investissement REDD+ 2020-2025 de la République centrafricaine (RCA) soumis par le Premier ministre au Conseil d'administration de CAFI en 2020 ;
2. La [Décision EB.2020.09](#) de lancer un appel à manifestation d'intérêt en République centrafricaine pour identifier une agence de mise en œuvre capable de soutenir le dialogue politique entre CAFI et le Gouvernement de la République centrafricaine et de mener des études de pré faisabilité pour les projets pilotes identifiés dans le cadre d'investissement national, tout en demandant l'utilisation d'une approche sensible aux conflits pour s'assurer que les consultations tiennent compte des griefs des différentes parties prenantes et ne les renforcent pas ;
3. La [Décision EB.2020.16](#) sur la sélection de l'Agence Française de Développement (AFD) ;
4. La [Décision EB.2020.17](#) sur l'approbation d'une subvention préparatoire en République centrafricaine (dialogue politique et études de pré faisabilité) de 700 000 US\$ ;

Le Conseil d'administration (CA) de CAFI :

1. Met en place un groupe de travail interne sur le pays afin de poursuivre les discussions et de définir les priorités des partenaires en ce qui concerne un futur partenariat avec la RCA ;
2. Demande à ce groupe de :
  - a. Elaborer et soumettre une position commune du Conseil d'administration sur le niveau d'ambition qui pourrait préparer les bases de l'établissement d'un partenariat
  - b. Identifier les moyens et les points d'entrée appropriés pour assurer une participation et une appropriation de haut niveau des engagements d'une Lettre d'intention ;

- c. Elaborer et soumettre les points de l'ordre du jour pour les réunions à haut niveau entre le CA et la RCA, et les sessions nationales pendant les réunions du CA, si nécessaire ;
  - d. Communiquer avec les autorités de la RCA et d'autres parties prenantes pour identifier et évaluer le potentiel en termes d'engagements politiques significatifs.
  - e. Identifier les domaines d'intérêt (y compris les domaines dans lesquels CAFI pourrait être le chef de file et ceux dans lesquels elle soutiendrait un autre chef de file) et les orientations techniques sur la programmation future, y compris pour un éventuel programme de démarrage rapide à développer ;
  - f. Discuter avec les principaux partenaires internationaux de leurs domaines d'intervention stratégiques et de leur alignement potentiel sur les portefeuilles bi- et multilatéraux respectifs (tels que l'agriculture, l'énergie, les aires protégées et les zones tampons, les priorités géographiques, la gestion forestière communautaire, les PES, la participation du secteur privé, la mobilisation des ressources nationales, etc.)
  - g. Représenter le CA lors des réunions de haut niveau, avec la participation supplémentaire de tout autre membre du CA qui exprime le souhait de participer aux réunions aux côtés du groupe de travail.
3. Cherche à convenir avec la RCA d'un calendrier qui vise à la conclusion d'un accord de partenariat en 2022.